TRIBUNAL D'ARBITRAGE

(constitué en vertu du RÈGLEMENT SUR LE PLAN DE GARANTIE DES BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS NEUFS sous l'égide de la SOCIÉTÉ POUR LA RÉOLUTION DES CONFLITS INC. (SORÉCONI), organisme d'arbitrage agréé par la RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC chargée d'administrer la Loi sur le bâtiment (L.R.Q. c. B-1.1))

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE LAVAL

DOSSIER N° : 070117001
(34862-1 GQH)

MONTRÉAL, le 14 mars 2007

ARBITRE : **Me ROBERT MASSON, ing., arb.**

LORI WEIDNER et GUIDO FOMULARE

Bénéficiaires - Demandeurs

c.
9061-2607 QUÉBEC INC. (Constructions et Rénovations Oméga)

Entrepreneur

et
LA GARANTIE HABITATION DU QUÉBEC INC.

Administrateur de la garantie

SENTENCE ARBITRALE

[1] Les bénéficiaires ont passé contrat avec l'entrepreneur pour la construction d'une résidence à Laval.

[2] Alléguant que la construction comporte des malfaçons, et devant le refus de l'entrepreneur de les corriger, les bénéficiaires mettent en oeuvre le programme de garantie contractuelle fournie par l'entrepreneur : la «Garantie Qualité Habitation» administrée par La Garantie Habitation du Québec Inc.

[3] La demande d'arbitrage, est datée du 17 janvier 2007 et porte sur tous les points du rapport d'inspection de l'inspecteur Sylvain Beausoleil daté du 8 décembre 2006.

[4] Les procédures d'arbitrage débutent le 9 février 2007.

[5] Le 12 mars 2007, les procureurs des demandeurs informent l'arbitre soussigné de la décision des demandeurs de se désister de leur demande d'arbitrage.

[6] Le Tribunal d'arbitrage prend acte du désistement des demandeurs, les bénéficiaires, pour rendre une décision en conséquence.

[7] Traitant des frais de l'arbitrage, l'article 123 du Règlement édicte que :

“(…)

Lorsque le demandeur est le bénéficiaire, ces coûts sont à la charge de l'administrateur à moins que le bénéficiaire n'obtienne gain de cause sur aucun des aspects de sa réclamation, auquel cas l'arbitre départage ces coûts.”

[8] Le Tribunal d'arbitrage assimile le désistement des demandeurs comme un cas où le bénéficiaire n'a gain de cause sur aucun point de sa réclamation et est d'opinion que les frais de l'arbitrage doivent être supportés par ces derniers.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE :

[9] **PREND ACTE** de la décision des bénéficiaires de se désister de la demande d'arbitrage.

[10] **LE TOUT** avec les frais de l'arbitrage à la charge des bénéficiaires conformément au Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs.

(S) *Robert Masson*

Me ROBERT MASSON, ing., arb.